

*Rapporteur* : Donne lecture de son rapport (p. 2274); d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 10 : *Son amendement* (p. 2276); *le retire* (p. 2277). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1).

### LAMPS (M. René), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

#### Dépôt :

Le 8 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les propositions de résolution : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air »; 2° de Mme Madeleine Léo-Lagrange et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique, civique et morale de la jeunesse française, n° 619.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Marne (A. de 1945, p. 24). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 11* (p. 185); *le retire* (*ibid.*); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 49* (p. 323); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Pénurie de bâtiments scolaires, revalorisation de la fonction enseignante* (p. 574); — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fon-

tionnaires : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 330); — du projet et des propositions de loi tendant à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2123).

### LANDRY (M. Adolphe), Député de la Corse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 258). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission supérieure des allocations familiales (p. 234).

#### Dépôts :

Le 25 décembre 1945, une proposition de loi concernant l'aide à la famille, n° 206. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi relative aux sociétés anonymes, n° 253. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi relative aux monopoles artificiels, n° 254. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation de logement, n° 401. — Le 13 mars 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Pierre Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des salaires moyens mensuels départementaux servant de base au calcul des allocations familiales, n° 657.

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2273). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 373; A. de 1946, p. 931).

### LANIEL (M. Joseph), Député du département du Calvados, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945,